

# votre joint sans baver SVP !

je me dois de faire la distinction entre les pensionnaires de l'auge et les intellectuels libres et patriotes qui défendent, en toutes circonstances, l'honneur de leur pays.

En fin de compte, vous auriez mieux fait, Monsieur Onfray, de continuer à essuyer les plâtres chez Laurent Ruquier et Frederic Taddei, dans les émissions de France-Télévisions, et de vous esquisser à sortir Camus des cours de terminale, en le vendant aux gens du troisième âge auxquels vous destinez vos leçons de vulgarisation de la philosophie. Tout le monde aurait gagné au change. Encore que cela n'aurait pas été, tout à fait, à votre avantage, car il circule, depuis deux ans, dans les bacs de la Fnac, des manuels qui font fureur et qui ont pour titre Spinoza en s'amusant, La philosophie par les blagues, La planète des sages qui rensei-



Michel Onfray.

gnent sur Thurycide, Démocrite, Schopenhauer et Nietzsche beaucoup plus que vos ouvrages qui sentent, sous leur vernis

neuf, l'odeur de la naphtaline des vieilles reliques. Et pour conclure, je vous recommande de consulter le psychanalyste slovène Slavo Zizak qui avait eu raison de dire dans un récent débat que «vous autres intellectuels européens populistes, pro-sionistes qui remettent au goût du jour les idéologies xénophobes, vous ne voulez que d'une seule chose : arriver à faire revivre la vieille Europe dont vous rêvez, chrétienne, celtique, villageoise, rentière, anti-musulmane et anti-émigrés».

Voilà le terme de votre histoire, mais pas le fin mot de la vraie, celle du nouveau monde qui émerge sous vos yeux frappés par la dégénérescence maculaire liée à l'âge.

Vous dites, à la fin de votre interview, que «l'indépendance en Algérie est un combat qui reste à mener». Sans doute

l'avez-vous déjà confié aux «franco-philés» que vous dites avoir rencontrés dans les rues d'Alger et que vous avez, vraisemblablement, mandatés, pour mener la besogne pour votre compte.

Je ne savais pas que BHL avait fait des petits. Je sais, par contre, quelle herbe vous broutez et qui vous donne ces hallucinations. Après cela, ne venez surtout pas nous seriner vos couplets d'«engagé» sur le nouvel humanisme, Mélenchon, Bové, Besancenot et Marie-George Buffet. Gare ! ça ne prendra plus.

B. M.

**P.S : J'entends, d'ici, le silence assourdissant des intellectuels algériens et autres hybrides installés en France. Y a-t-il quelqu'un au bout du fil ?**

## Du droit d'ingérence... judiciaire

**Marshall McLuhan a théorisé, en 1967 déjà, un fait depuis longtemps constaté : le monde n'est qu'un seul et même village — un village global —, une seule et même communauté. Les Etats exerçaient les uns sur les autres un droit de regard. De l'intransigeance du regard, ils sont passés aux actes et considèrent légitime l'ingérence. Militaire sous l'égide de l'ONU et humanitaire dans le cadre d'organisations et de conventions internationales.**

Désormais, le droit d'ingérence sera aussi... judiciaire. Notre pays a décidé de s'inscrire dans ce mouvement. Ainsi, à défaut de faire l'histoire, la Suisse l'écrit. Par ses juges à Bellinzzone. Une modification législative essentielle est intervenue au 1er janvier 2011 qui permet, à certaines conditions, à la justice suisse de sanctionner des actes commis à l'étranger s'ils sont constitutifs de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Hier, la justice était, selon l'expression de Diogène le cynique, un usage local ; aujourd'hui, elle est une pratique internationale ; hier, le juge pénal n'avait de compétence que si les actes avaient été commis en Suisse ou, dans certaines conditions, si auteur ou victime étaient de nationalité suisse ; aujourd'hui, sa compétence est universelle. Notre justice n'a plus de limites. Ni spatiales ni temporelles. Elle s'ébroue en toute liberté et sans retenue. Littéralement, les juges fédéraux divaguent.

Une décision très récente de la Cour pénale fédérale consacre cette extension du domaine de la lutte. Les droits de l'homme en sont le prétexte et l'aiguillon. «Il convient d'admettre, écrit le tribunal fédéral citant Martinge, que l'énonciation des droits de l'homme devient un vecteur de pénétration dans la manière dont un Etat gouverne et sert sa population.»

Un néocolonialisme de fait. Revendiqué comme tel. Le sabre et le goupillon. Les droits de l'homme sont l'eau bénite dont on asperge le monde. Le sabre devient glaive. Celui

de la justice. Le prononcé de notre Haute Cour retient que la Suisse est compétente pour juger des faits qui se sont produits en Algérie durant ses années de plomb de 1991 à 1993.

On se souvient : le Front islamique du salut a remporté les élections législatives de juin 1990. Craignant, non sans fondement, l'avènement d'une république islamique, le gouvernement algérien annula les élections dès après le premier tour. S'ensuivit une guerre civile qui durera dix ans. Elle se caractérisera, comme toujours — les révolutions du Printemps arabe que tant de cœurs innocents célèbrent en sont la démonstration répétée —, par des actes terroristes, exactions, tortures et assassinats, à charge des belligérants des deux camps. Par une sagesse retrouvée, la nation algérienne, pour ne pas offenser et déshériter l'avenir, a mis en œuvre, en 2006, une Charte pour la paix et la réconciliation nationale. Elle assure une forme d'amnistie aux protagonistes du combat. Elle organise la paix par un acte de souveraineté.

Il était permis d'espérer... C'était sans compter sur la justice, singulièrement celle que rendront nos juges fédéraux. Vingt ans après...

Ils ont décidé, nonobstant l'amnistie acquise, de poursuivre un représentant du gouvernement algérien de l'époque. Toute immunité lui est déniée. Les faits n'ont aucun rattachement, de quelque nature que ce soit, avec la Suisse, sous réserve d'un passage fugace sur notre territoire. Nos juges, enivrés d'être reconnus universellement compétents, se saisissent de l'histoire des autres et se proposent, par leurs arrêts, de l'infléchir. Ainsi se mêlent-ils de juger du destin de peuples qui nous sont étrangers. Intrus de l'histoire, ils distribueront blâmes et indulgences. L'étude et la pratique du droit assèchent l'imagination et étriquent l'esprit. Elle ne prédisposent pas à entendre et à comprendre le bruit et la fureur du monde. L'histoire ne devrait donc pas appartenir aux juges, mais aux historiens. Ceux-ci s'affrontent, mais laissent la vérité dans les limbes ; ceux-là la tronquent qui tranchent et, inévitablement, concluent.



Par Marc Bonnant, avocat.  
marc.bonnant@lematin dimanche.ch

Une victoire des droits de l'homme, se réjouissent certains, dont l'ONG de gauche qui a mis en œuvre nos instances judiciaires.

D'autres imputeront à nos juges une naïveté de rosière. Les Algériens, eux, ne s'y trompent pas, qui voient dans la décision de Bellinzzone... une victoire de l'islamisme. Où l'on constate que les droits de l'homme sont des fleurs iréniques parfois vénéneuses et que la vertu n'a de nécessité, souvent et comme ici, que d'assurer la victoire du vice. Les juges fédéraux ont des intelligences chastes et sans malice. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Las, dans leur candeur, ils l'ignorent. Et voilà que, politiquement instrumentalisés, ils donnent, au nom de nos valeurs, des gages à notre ennemi... L'islam quand il est mortifère.

M. B.

Publicité



ENTREPRISE NATIONALE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE  
Société par actions : SPA/ENPI - Capital : 1.000.000.000,00 DA  
NIF : 000916098323607

DIRECTION RÉGIONALE D'ORAN

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ**  
N° 006/2012/ATT

En application des dispositions de l'article 49 du décret présidentiel n°10-236 du 07 octobre 2010, modifié et complété par le décret n°12/23 du 18 janvier 2012, portant réglementation des marchés publics, l'ENPI - Direction Régionale d'Oran informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres national relatif à la réalisation des projets situés dans la wilaya de Tlemcen :

- Lot n° 01 : réalisation 96 logts promotionnels à Maghnia

Désignation du lot	Entreprise	NIF	Montant (DA/HT)	Délai
Lot n° 01 : réalisation 96 logts promotionnels à Maghnia Résidence II - tranche «A&B» (Lot VRD)	Entreprise METRI Djamel	197713200011055	20.528.700,00	07 Mois
Lot n°02 : réalisation 90+60 logts promotionnels à Mansourah - Tlemcen - Résidence les Palmiers (Lot VRD)	Entreprise METRI Djamel	197713200011055	29.229.750,00	08 Mois

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics dans un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis et ce, conformément à l'article 114 du décret

Résidence II - tranche «A&B» (Lot VRD).  
- Lot n° 02 : réalisation 90+60 logts promotionnels à Mansourah - Résidence les Palmiers (Lot VRD).  
Publié dans les quotidiens nationaux «El Djoumhouria» du 26/05/2012, «Le Soir d'Algérie» du 31/05/2012 et «Liberté» du 02/06/2012, qu'à l'issue de l'analyse et de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement aux soumissionnaires suivants :

présidentiel n°12-23 du 24 Safar 1433 correspondant au 18 janvier 2012 modifiant et complétant le décret présidentiel n°10-236 du 28 Chaoual 1431 correspondant au 07 octobre 2010 portant réglementation des marchés publics.

Anep n°96 83 - Le Soir d'Algérie du 15/08/2012



ENTREPRISE NATIONALE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE  
Société par actions : SPA/ENPI - Capital : 1.000.000.000,00 DA  
NIF : 000916098323607

DIRECTION RÉGIONALE D'ORAN

**AVIS D'INFRACTUOSITÉ**  
N° 017/2012/INF

Conformément aux dispositions de l'article 114 du décret présidentiel n°10-236 du 07 octobre 2010 modifié et complété par le décret présidentiel n°12-23 du 18 janvier 2012 portant réglementation des marchés publics, l'ENPI/Direction Régionale d'Oran informe l'ensemble des soumissionnaires que l'avis d'appel d'offres pour la réalisation des projets :

- Lot n° 01 : Réalisation en TCE 45 Logts Promotionnels

à Mansourah - Tlemcen  
- Lot n° 02 : Réalisation en TCE 50 Logts (deuxième tranche) à Chetouane  
- Lot n° 03 : Réalisation en TCE 40 Logts promotionnels à Ghazaouet - Tlemcen

paru sur le quotidien national «El Djoumhouria» du 20/05/2012, a été déclaré infructueux, en application des dispositions des articles 122 du décret présidentiel sus cité et 18-01 des cahiers des charges.

N°	Projet	Motifs
01	Lot n° 01 : Réalisation en TCE 45 Logements Promotionnels à Mansourah - Tlemcen	Aucune offre
02	Lot n° 02 : Réalisation en TCE 50 Logements (deuxième tranche) à Chetouane - Tlemcen	Aucune offre
03	Lot n° 03 : Réalisation en TCE 40 Logements Prmotionnels à Ghazaouet - Tlemcen	Aucune offre

Anep n°96 82 - Le Soir d'Algérie du 15/08/2012